

Des voix: Bravo!

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, j'aimerais adresser ma question au très honorable premier ministre. Il semble, d'après les réponses de la secrétaire parlementaire aujourd'hui, que le ministère de la Défense nationale procède encore à de tels essais. Comment pouvait-elle dire hier, parlant au nom du gouvernement de cet incident, que ces essais ne comportent aucun danger alors que, d'après les détails communiqués aujourd'hui, on ignore ce qu'ils comportaient?

J'aimerais aussi savoir du premier ministre qui, des autorités canadiennes ou américaines, a demandé qu'on fasse ces essais et qui les a autorisés?

Mme Appolloni: A cause des dernières observations du député, je suis tentée de croire qu'il existe ici à la Chambre une certaine attitude sexiste.

Des voix: Oh, oh!

Mme Appolloni: Si c'est le cas, madame le Président, j'aimerais rappeler aux honorables députés qu'une autre femme dans l'histoire, un peu avant mon temps, a défendu avec beaucoup d'éclat sa défense nationale, à l'époque de l'invincible Armand.

Des voix: Bravo!

Mme Appolloni: Par une étrange coïncidence, elle était également rousse.

Des voix: Oh, oh!

Mme Appolloni: Je ne peux que répéter au député de Provencher ce que j'ai dit hier. Malheureusement, il semble que les pharmacologues, tout comme les économistes, ne soient pas toujours d'accord entre eux. Du rapport qui est jusqu'à maintenant parvenu au ministère de la Défense nationale, il ressort que ce produit ne présentait aucun danger pour la vie humaine. Je le répète, des études se poursuivent, car mon ministère ne fait jamais les choses à moitié.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Madame le Président, je voudrais dire au secrétaire parlementaire que j'essaie d'obtenir des renseignements et que je ne m'intéresse nullement à ses accusations de sexisme. Je lui demande si le gouvernement du Canada a répondu au télex du ministre de l'Environnement de la province du Manitoba, dans lequel il demandait que le ministère lui communique tous les détails au fur et à mesure que celui-ci en prendrait connaissance.

Une voix: C'est ce que nous faisons toujours.

M. Epp: Nous avons l'habitude de parler aux représentants des gouvernements provinciaux même si vous ne l'avez peut-être pas.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Je voudrais demander si le secrétaire parlementaire ou les fonctionnaires de son ministère ont répondu au ministre de l'Environnement du Manitoba, et qui plus est, si le secrétaire parlementaire peut nous dire si d'autres villes ont été utilisées pour des essais, j'entends par là des villes canadiennes.

Questions orales

Et pour finir, pourrait-elle nous dire la date à laquelle sera communiquée cette information, compte tenu des demandes qui lui ont été transmises par les autorités de la province du Manitoba?

Mme Appolloni: Madame le Président, au lieu de nous contenter de parler aux gens de Winnipeg ou de toute autre partie du Manitoba, je pense que nous préférons leur donner l'assurance qu'il n'y a rien de grave dans cette affaire afin de ne pas les inquiéter comme c'est le cas actuellement.

La deuxième remarque que je voudrais faire, madame le Président, est que ces expériences ont eu lieu il y a quelque 27 ans de cela. Bien des personnes qui vivaient à l'époque ont pris leur retraite depuis lors ou, malheureusement...

Des voix: En sont mortes!

Une voix: Dites-le!

Des voix: Oh, oh!

Mme Appolloni: Je regrette, mais si les députés de l'opposition veulent vraiment connaître les faits, ils feraient mieux d'écouter. Bien des personnes...

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre.

Mme Appolloni: ... qui à l'époque ont été les sujets de ces essais ont pris leur retraite depuis lors ou, malheureusement et pour d'autres raisons, sont décédées.

Des voix: Oh, oh!

• (1440)

Mme Appolloni: La destinée veut que nous partions tous un jour ou l'autre.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre.

Mme Appolloni: Malgré tout cela, la très grande rapidité mise hier par mon ministère à intervenir témoigne encore une fois de la vitalité, de la vitesse et de l'efficacité remarquables du ministère de la Défense nationale.

Des voix: Bravo!

* * *

PARCS CANADA

L'ANNULATION DU PROJET DE DÉMÉNAGEMENT DU BUREAU RÉGIONAL DE CORNWALL À PETERBOROUGH

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Environnement. Si la décision de ne pas transférer à Peterborough les bureaux régionaux de Cornwall de Parcs Canada n'est pas un exemple de basse politique et de favoritisme, si l'implantation de ces bureaux à Cornwall, dans la circonscription d'un ministre libéral, n'est pas un retour aux pratiques les plus détestables, le ministre aurait-il l'obligeance d'expliquer à la Chambre pourquoi un ex-ministre libéral, le député de London-Ouest, annonçait le départ de Cornwall en 1975 et pourquoi le cabinet libéral tout entier a confirmé le transfert de Parcs Canada en 1977?